

Déclaration suite à la réunion annuelle du Présidium de l'IS et des chefs d'État et de
gouvernement
Nations Unies, New York, 21 septembre 2017

Ces dernières semaines et ces derniers mois, une série de catastrophes naturelles ont semé la mort et la destruction dans différentes régions du monde. L'IS est solidaire envers tous ceux qui ont souffert de la perte de leurs proches, de biens et de moyens de subsistance, notamment les victimes du tremblement de terre au Mexique, des ouragans majeurs successifs dans les Caraïbes, des coulées de boue au Sierra Leone et d'inondation au Népal, en Inde et au Bangladesh. Bon nombre de ces pays affectés font face à de graves défis économiques et auront donc besoin de l'aide et de la solidarité internationales alors qu'ils cherchent à se reconstruire des suites de ces tragiques événements. Le nombre d'événements météorologiques extrêmes au cours de l'année 2017 révèle également le besoin d'une action concertée pour lutter contre les changements climatiques qui augmentent la probabilité de voir de tels incidents se produire plus fréquemment.

Le maintien de la paix et de la sécurité internationales

Les menaces actuelles à la paix et à la sécurité mondiales sont une vive préoccupation pour les nations du monde entier, et les Nations Unies, en tant que tribune prééminente pour la recherche multilatérale de la paix et de la sécurité internationales, a une tâche cruciale qui l'attend.

La grave situation prévalant dans la péninsule coréenne est un enjeu pour l'ensemble de la communauté internationale. Les armes atomiques développées par le régime nord-coréen représentent une menace majeure à la stabilité et à la paix en Asie et dans le Pacifique, avec répercussions mondiales. Les récentes actions agressives et provocantes de la Corée du Nord déstabilisent davantage la région, rendant manifeste le non-respect par le régime de ses obligations internationales. Le risque de conflit entre les États possédant la capacité de lancer des armes nucléaires est une perspective effrayante. Aucun effort ne doit être ménagé dans le recherche d'une solution diplomatique à cette crise afin d'éviter une potentielle catastrophe.

Tous les efforts pour ramener la paix en Syrie doivent être soutenus, en accord avec les appels réguliers lancés par l'IS en faveur du dialogue et de la négociation, dont les derniers pourparlers tenus à Astana afin d'établir des zones de désescalade en Syrie. Nous saluons le déclin de la force et de l'influence de Daesh, et la priorité à court terme doit être la fin des violences et des effusions de sang.

À travers tout le Moyen-Orient, les populations victimes de la terreur exigent le soutien et la solidarité de la communauté mondiale. En Iraq, la défaite et le retrait de Daesh doit s'accompagner d'une aide à la reconstruction pour ceux qui sont laissés pour compte dans son sillage.

Au Yémen, la situation humanitaire dramatique doit être abordée. Les frappes aériennes aveugles ont coûté la vie à des milliers de civils, et le conflit armé a laissé près de 20 millions de Yéménites dans le besoin d'une aide humanitaire. Ce conflit mérite la pleine et urgente attention de la communauté internationale. Des rapports crédibles

faisant état de violations du droit international et des droits de l'homme doivent faire l'objet d'enquêtes indépendantes.

Le pas vers la réconciliation en Palestine est une avancée encourageante, et l'IS soutient les efforts palestiniens pour renouveler le processus démocratique et convoquer des élections nationales dès que possible. Ceci devrait servir de catalyseur à des efforts concertés pour atteindre la solution des deux États, qui exige la reconnaissance de l'État de Palestine sur la base de ses frontières de juin 1967 avec Jérusalem-Est pour capitale. Tel que préalablement souligné par le Conseil de l'IS, les efforts collectifs de la communauté internationale sont nécessaires pour mettre un terme à l'occupation du territoire palestinien et permettre au peuple Palestinien d'exercer son droit à l'autodétermination.

Dans la région du Sahel, le Président Ibrahim Boubacar Keita (Mali), le Président Mahamadou Issoufou (Niger) et le Président Roch Marc Christian Kaboré (Burkina Faso) jouent un rôle crucial dans la lutte pour éradiquer la terreur et apporter la sécurité et la stabilité. La mise en place d'un groupe opérationnel conjoint pour lutter contre le terrorisme au Sahel avec les acteurs régionaux clés constitue une évolution positive et l'IS enjoint les partenaires internationaux à apporter leur soutien plein et entier à cette initiative. Il est tout aussi fondamental que l'action militaire contre les groupes terroristes au Sahel soit accompagnée d'une action concertée visant à réduire la pauvreté et le chômage, qui se sont avérés être les meilleurs outils de recrutement des groupes terroristes et extrémistes.

Le Présidium a réitéré l'appel lancé par l'IS pour mettre un terme aux violences dans la province de Rakhine, au Myanmar, où la crise humanitaire sévit des suites d'une grave escalade de la discrimination endurée par le peuple Rohingya. Il a condamné la persécution systématique de cette minorité au Myanmar et a souligné que le gouvernement de ce pays doit donner accès aux observateurs indépendants aux zones affectées afin de vérifier les allégations de pillages, d'exécutions et de déplacements forcés des mains de l'armée. Bien que les attaques perpétrées par l'Armée du salut des Rohingya de l'Arakan doivent être condamnées, la réponse militaire aveugle et disproportionnée contre une communauté marginalisée est absolument injustifiée et va à l'encontre des droits de l'homme fondamentaux. L'ONU et la communauté internationale devraient faire pression sur le gouvernement du Myanmar afin qu'il veille au respect de la primauté du droit, et le Présidium de l'IS a repris à son compte l'appel récemment lancé par le Secrétaire général des Nations Unies en faveur de la suspension de l'action militaire, du droit de retour pour ceux qui ont été forcés de quitter le pays, et de l'autorisation d'acheminer l'aide humanitaire de l'ONU et d'autres organisations internationales.

Les conflits, l'insécurité et les persécutions sont les principales causes des flux migratoires sans précédent dans le monde aujourd'hui. La résolution de la crise mondiale des réfugiés exige beaucoup de compassion et de solidarité, en particulier de la part de ces pays du monde développé qui ont la capacité d'accueillir ceux qui ont désespérément besoin d'aide.

Une issue positive des pourparlers de paix sur l'avenir de Chypre est nécessaire pour mettre un terme au statu quo inacceptable et récolter les fruits d'une coexistence

mutuelle sur l'île. L'IS continue à soutenir les pourparlers visant à atteindre une fédération bizonale et bicommunautaire pour Chypre.

La crise au Venezuela demeure extrêmement troublante, alors que le régime échoue à honorer son devoir démocratique envers ses citoyens, provoquant davantage de difficultés économiques et de souffrances pour le peuple de ce pays. La privation des droits démocratiques des Vénézuéliens doit s'achever, tous les prisonniers politiques doivent être libérés et les pouvoirs du Parlement doivent être reconnus et restaurés. Au Guatemala, l'État de droit doit être maintenu et le secteur judiciaire renforcé. En conséquence, l'important travail de la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (CICIG) doit se poursuivre sans entraves ni interférences.

La promotion d'une croissance économique soutenue et du développement durable

L'IS reste pleinement engagé en faveur d'une croissance économique qui soit durable sur le long terme, reconnaissant le besoin d'adopter une approche unifiée aux problèmes de pauvreté, d'inégalités et de changements climatiques.

Des efforts concertés sont encore nécessaires pour atteindre l'objectif de zéro faim dans le monde, et la récente progression de la faim mondiale est une évolution préoccupante. L'année dernière, le nombre de personnes sous-alimentées a fortement augmenté pour atteindre les 815 millions, le nombre le plus élevé depuis près d'une décennie. Cette tendance doit être inversée. La dégradation de la situation de sécurité alimentaire dans de nombreuses régions les plus pauvres au monde est directement liée aux conflits et aux chocs climatiques, révélant l'importance de prendre des mesures pour régler les conflits et minimiser les changements climatiques.

Les inégalités économiques constantes au sein et entre les pays et les régions est un problème sérieux et un catalyseur de revendications et de conflits dans toutes les régions du monde. La persistance de la pauvreté est inacceptable alors que les 1 % les plus riches continuent à accumuler toujours plus de richesse.

Les changements climatiques représentent toujours la plus grande menace à la prospérité économique, à la sécurité alimentaire et à la future qualité de vie sur cette planète. L'engagement renouvelé de la grande majorité des gouvernements à l'accord de Paris sur les changements climatiques est, à cet égard, à saluer. Ceci envoie un message fort selon lequel il existe une volonté sans faille au sein de la communauté internationale de prendre les mesures nécessaires pour atténuer les changements climatiques anthropomorphiques, qui ne sera pas infléchi par les réticences ou équivoques de différents États membres.

Le caractère indissociable de ces problèmes illustre l'importance des Objectifs mondiaux de développement durable, qui demeurent un élément central des programmes politiques des partis membres de l'IS. L'absence de progrès et dans certains domaines, le recul observé depuis l'adoption des objectifs en 2015, est une source de vive inquiétude. Afin d'atteindre les Objectifs mondiaux à l'horizon 2030, une action concertée doit être menée dans tous les domaines, avec une reddition des

comptes et un suivi du progrès réalisé, afin d'identifier les objectifs risquant de ne pas être atteints.

Le rôle des Nations Unies

Face aux nombreuses menaces graves et variées à la sécurité, à la prospérité et à la durabilité, le Présidium de l'IS a renforcé le rôle central que l'ONU doit jouer, à la fois dans le règlement des conflits entre les États membres et dans la réponse à apporter aux problèmes mondiaux qu'aucun pays ne peut résoudre seul. Il n'existe aucune autre organisation intergouvernementale et multilatérale qui puisse se substituer à l'ONU, et il incombe à tous les États membres d'œuvrer dans son cadre pour relever les défis communs auxquels est confrontée l'humanité. Pour que l'ONU réussisse, elle a besoin de davantage d'engagement de ses États membres, et non l'inverse. Une ONU forte et un système de gouvernance mondiale robuste ne devraient pas être perçus comme une menace à la souveraineté nationale, mais bien comme un avantage mutuel pour l'ensemble des pays dans le monde.

Le Secrétaire général des Nations unies, M. António Guterres, a le soutien plein et entier de notre mouvement et de tous ses partis membres alors qu'il œuvre pour défendre les valeurs de la charte de des Nations Unies et promouvoir le multilatéralisme, le règlement des conflits, la paix et le développement durable. Ce sont également les objectifs de la social-démocratie et ils demeureront au cœur de l'agenda de l'IS et de ses partis membres.